

90 ans de politiques sociales : fondements, pratiques et recompositions. Introduction

Morgane Devries* & Thibauld Moulaert**

* Doctorante en sociologie, Uses & Space Lab, Université Catholique de Louvain.

** Maître de conférences HDR en sociologie, Université Grenoble Alpes, Pacte UMR 5194

Préambule

Ce numéro de la revue *Les Politiques Sociales* s'inscrit dans la continuité du colloque organisé à l'occasion des 90 ans de celle-ci à l'Institut Cardijn (HELHa) de Louvain-la-Neuve, en Belgique. Depuis sa création, la revue accompagne les grandes transformations du social et du politique, en offrant un espace de réflexion et de dialogue entre les mondes académique, de la formation et du travail social. Cette journée anniversaire a constitué un moment privilégié pour revisiter l'histoire intellectuelle et critique de la revue, tout en interrogeant les mutations contemporaines des politiques sociales et leurs perspectives d'avenir.

Structuré autour de trois grands axes – la définition et l'évolution des politiques sociales, les modalités de leur construction aujourd'hui, et la manière dont elles traduisent les mutations de nos sociétés – le colloque a donné lieu à des échanges nourris et transversaux qui ont pris place dans des ateliers, ainsi qu'à l'occasion de deux conférences plénières et d'une table ronde ayant réuni les représentants de quatre revues qui partagent une ligne éditoriale assez proche. Les contributions réunies dans ce numéro prolongent et approfondissent ces débats, en questionnant les continuités et les ruptures à l'œuvre dans les pratiques, les savoirs, les idéaux et évidemment les enjeux qui animent le champ des politiques sociales contemporaines.

Dans le dossier anniversaire des 100 ans du travail social en Belgique, Marie-Anne Beauduin et Paul Lodewick (2019) présentaient « 80

ans de débats au service de l'action sociale» produits par et dans *Les Politiques Sociales*; ils y soulignaient combien l'histoire de la revue révélait aussi bien la continuité et l'évolution des préoccupations intellectuelles de différentes époques que les questions professionnelles qui se posaient dans le travail social.

La revue trouve ses origines dans le *Bulletin d'Information de l'Union Catholique Internationale de Service Social* (l'UCISS) qui durera environ 20 ans (1935-1952). À cette époque, le bulletin est un relais d'information pour les travailleurs sociaux catholiques, et il reflète les valeurs du catholicisme social et l'engagement de personnalités telles que Maria Baers ou Victoire Cappe. La dimension académique n'y existe donc alors pas en tant que telle.

Ce n'est qu'en devenant *Service social dans le monde* (SSDM de 1953 à 1974) que le Bulletin voit sa maquette et son projet éditorial se transformer, avec l'apparition de dossiers thématiques ou d'articles de fond. Plusieurs étapes ultérieures marqueront un processus de sécularisation (avec la distanciation progressive d'avec l'UCISS). Le Bulletin devient alors une revue.

Enfin, en 1994 un nouveau chapitre s'ouvre, qui voit le SSDM transformé en «*Les Politiques Sociales*». Si la dimension internationale a figuré au cœur de son projet dès le départ, la revue s'est en effet affirmée comme revue scientifique internationale, accompagnant dans le même temps les transformations du travail social et des politiques sociales. Les auteurs insistent sur une transition importante de la revue, évoluant d'une fonction de «direction de conscience», visant à orienter les pratiques selon des principes éthiques, à celle d'accompagnement critique des changements, capable de questionner les tensions entre visées normatives, pratiques professionnelles et innovations méthodologiques (Beauduin & Lodewick, 2019).

Le parcours de la revue montre combien les préoccupations de ses fondateurs – assurer la primauté des valeurs sur la technique, promouvoir l'action sociale éclairée par un regard éthique – restent encore d'actualité. Cette histoire met également en lumière la persistance de tensions centrales dans le champ du travail social, que ce numéro rappellera à de nombreuses reprises. Tensions entre accompagnement et autonomie, rigueur éthique et exigence technique, innovation méthodologique et héritage des pratiques. Les choix éditoriaux successifs, allant de l'attention aux méthodes individuelles et communautaires à l'ouverture à des perspectives pluridisciplinaires et internationales, traduisent une continuité dans la réflexion sur la professionnalisation et les finalités de l'action sociale.

Les politiques sociales, miroir ou projection du travail social ?

Ce bref détour par quelques jalons historiques met en lumière la continuité des questionnements qui traversent le travail social et les politiques sociales. En ce sens, ce numéro dédié aux 90 ans de la revue propose d'approfondir ces enjeux, afin d'interroger leurs transformations contemporaines. Dans un contexte où les politiques sociales se complexifient et où le travail social est, entre autres, confronté à la bureaucratisation et aux dispositifs d'activation, à la critique de son « utilité », l'histoire de la revue offre un cadre critique permettant de relier héritage intellectuel et défis actuels ainsi que de réfléchir à la manière dont valeurs, savoirs et pratiques s'articulent dans un champ en perpétuelle mutation.

Tout d'abord, on constate que les transformations des politiques sociales s'accompagnent d'une redéfinition profonde de leurs finalités et de leurs modes d'intervention, situés entre un idéal de justice sociale et une logique d'activation des individus, cherchant à soutenir leur autonomie tout en répondant à des impératifs institutionnels et gestionnaires. Entre autres, des travaux comme ceux de Jean-Sébastien Alix et Michel Autès (2024) montrent que la redéfinition des politiques sociales crée des contradictions dans les savoirs du travail social et leur (degré d') appropriation. Confronté à des logiques gestionnaires et bureaucratiques, le métier de travailleur social se doit de rendre ses pratiques visibles et mesurables, selon ce que ces auteurs appellent « l'inépuisable du visible », et cela afin de répondre aux exigences d'efficacité et d'activité. Pourtant, cette visibilité ne peut jamais épuiser la richesse des relations et des attentions singulières qui fondent l'accompagnement. Les auteurs insistent également sur le caractère « sale » et souvent non consensuel des objets du travail social, qui complexifie la scientificité et la légitimité du métier tout en renforçant la nécessité d'une rationalité propre, centrée sur l'éthique et la relation.

Si Alix & Autès (2024) montrent les tensions que la redéfinition des politiques sociales génère en termes de visibilité et d'éthique relationnelle, le numéro « *Mutations du travail et des emplois. Enjeux et perspectives pour le travail social* » de la revue, dirigé par Dimitri Léonard (2023, n^{os} 3-4), explore quant à lui les mutations concrètes du travail et des emplois dans le champ social. Ce numéro souligne effectivement que ces changements ne concernent pas seulement l'organisation du travail ou les dispositifs d'intervention, mais touchent également les compétences mobilisées des travailleurs sociaux, toujours finalement

articulées entre la nécessité d'une expertise technique, la connaissance des dispositifs et la capacité à répondre à des situations humaines singulières. L'ensemble de ces transformations expose dès lors les professionnels à des dilemmes entre leur autonomie délibérative, les exigences managériales auxquelles on leur demande de répondre toujours davantage, et leur adaptation aux besoins des publics. Et cela alors même qu'ils sont placés au cœur d'un monde du travail marqué par la digitalisation, l'hybridation des formes d'emploi et la complexification institutionnelle.

Ces transformations des politiques sociales se répercutent sur le travail social lui-même, tant dans ses pratiques quotidiennes que dans les enjeux de professionnalisation et ses conséquences. Comme le souligne Pierre Artois (2019), la professionnalisation constitue un analyseur des rapports sociaux au sein de ces politiques, révélant les tensions entre autonomie professionnelle et encadrement institutionnel, entre reconnaissance symbolique et rationalisation gestionnaire. Loin d'être un processus linéaire, le travail social apparaît comme un champ en tensions : quête de reconnaissance vs perte d'autonomie, expertise revendiquée vs normalisation des pratiques. Ces évolutions tendent à fragmenter le sens du travail, les solidarités professionnelles et l'action collective. Dans ce contexte d'individualisation croissante, les travailleurs sociaux deviennent à la fois des agents de mise en œuvre d'une politique sociale et des producteurs de sens, pris dans un jeu d'équilibres entre obéissance institutionnelle et résistance créative.

Cette dimension relationnelle, mise en filigrane par un grand nombre d'auteurs et de numéros antérieurs des *Politiques sociales*, se révèle comme le point d'ancrage concret de la rationalité propre au métier, garant d'un accompagnement éthique qui ne se réduit ni à l'application de procédures ni à la conformité des individus. Les travaux de Jean-Michel Bonvin sur les capacités d'agir (2011) et ceux de Didier Vrancken mobilisant la notion de sollicitude (2010) permettent d'approfondir cette difficulté fondamentale que représente l'articulation entre accompagnement et responsabilisation. En ce sens, soutenir l'autonomie suppose à la fois de développer des politiques sociales qui renforcent les compétences et les ressources concrètes des individus afin de transformer leur situation, et d'offrir un accompagnement attentif et éthique, conjuguant vigilance face à la vulnérabilité et responsabilité envers les besoins des bénéficiaires.

Actualités des débats

Les analyses récentes sur le travail social ont mis en lumière les tensions centrales qui traversent le métier, notamment entre exigences institutionnelles et attention aux singularités des publics. Le numéro que nous présentons ici prolonge ces réflexions, tout en adoptant un regard plus large : il ne se limite pas aux tensions quotidiennes des professionnels mais cherche à dresser un portrait synthétique et global des politiques sociales depuis leurs origines, en examinant à la fois les continuités, les transformations et les innovations qui les traversent. Il met ainsi en évidence la manière dont ces évolutions se traduisent concrètement dans les pratiques professionnelles, les dispositifs et les postures des travailleurs sociaux, tout en soulignant la complexité et la pluralité des dynamiques à l'œuvre.

Pour rendre compte de cette diversité, le dossier rassemble des contributions variées – historiques, théoriques, empiriques et critiques – permettant de combiner analyses globales et études de terrain. L'organisation en trois axes complémentaires structure l'exploration : interroger les racines idéologiques du travail social ; analyser les formes émergentes de participation et de coproduction ; et observer les pratiques qui, souvent en marge, inventent de nouvelles manières d'agir. Par ailleurs, la mise en exergue d'une table ronde réunissant trois autres revues qui, comme *Les Politiques Sociales*, participent de la production de connaissance sur le social et de la formation de ce champ de réflexion et d'action, alimente une série de débats sur la professionnalisation du travail social. Deux exemples seront pointés : la quête du « doctorat en travail social », et le questionnement sur la place à donner aux usagers (ou « personnes concernées ») dans le travail social et dans les contributions publiées dans les revues du travail social.

La première partie de ce numéro, « *Philosophie politique du travail social* », propose de revenir aux sources idéologiques et normatives du travail social, afin de mieux comprendre les transformations contemporaines de l'État social dans un contexte marqué par la montée des référentiels néolibéraux. Derrière les mutations institutionnelles se jouent des reconfigurations profondes des valeurs et des représentations qui guident l'action publique.

Didier Vrancken retrace le déplacement historique de la question sociale vers les publics dits vulnérables, et montre comment les travailleurs sociaux se sont retrouvés au cœur de dispositifs d'intervention marqués par la subjectivation des enjeux sociaux. Adoptant une position réflexive, il suggère, à travers dix propositions, un cadre analytique

pour penser les enjeux contemporains de la recherche en sciences sociales et du travail social face à ces recompositions.

L'article de Jean-Michel Bonvin propose une lecture originale du modèle *receiver-doer-judge* pour analyser l'évolution des politiques sociales et développe, à travers l'idée de trois âges du social, une lecture historique originale montrant comment les finalités et les pratiques du travail social ont évolué, de l'assistance à l'émancipation et à l'expression des usagers. Il plaide ainsi en faveur de politiques sociales à la fois inclusives, aspirationnelles, participatives et adéquates, plaçant au centre les capacités, les aspirations et la capacité d'expression des bénéficiaires. Cette approche ouvre la voie à un nouvel âge des politiques sociales, capable de répondre à la complexité de la vulnérabilité contemporaine.

L'article d'Yvette Molina s'inscrit dans le prolongement de ce questionnement, en présentant une analyse approfondie de l'imbrication entre intervention sociale et action publique. À partir d'une approche croisant sociologie des professions, de l'action publique et de l'individu, elle défend la thèse d'un alignement structurel entre l'idéal professionnel revendiqué par les travailleurs sociaux et les principes qui sous-tendent les transformations néolibérales de l'État social depuis les années 1980. En identifiant trois registres d'action publique – la singularité, la proximité et la subjectivité –, l'auteure montre comment les pratiques professionnelles traduisent à la fois les valeurs humanistes du travail social et les exigences des politiques publiques néolibérales.

La deuxième partie de ce numéro, «*Expérimenter la démocratie: participation, coproduction et recherche critique*», se penche sur les pratiques de participation et de coconstruction qui viennent bousculer les formes plus classiques du travail social. La revue reste ainsi cohérente avec une certaine appétence pour l'intervention sociale collective déjà présente dans ses premières années (Beauduin & Lodewick, 2019). Plus récemment, la place de l'expérimentation d'approches collectives inspirées de la recherche académique et appliquée (ou reliées à elle) avait déjà été traitée dans des dossiers consacrés à la recherche collaborative (Artois *et al.*, 2022), ou aux propositions en faveur du «*Développement du Pouvoir d'Agir des Personnes et des Collectivités*» (Leleu & Defert, 2022). Ces approches montraient déjà comment la prise en compte de la parole des usagers transforme les manières de concevoir, de mettre en œuvre et d'évaluer les politiques publiques, ainsi que les rapports de pouvoir et de savoir qui les traversent.

Dans cette lignée, l'article de Stéphane Rullac invite à repenser le

rôle du travail social dans la recherche comme acteur de coproduction démocratique avec les personnes accompagnées, en mobilisant les expertises d'usage et les Recherches-Action Collaboratives (RAC). Il met en lumière les conditions et les obstacles à cette coproduction, tout en constituant un plaidoyer pour des RAC comme possibilité d'une alliance transformatrice entre deux éléments : d'un côté les travailleurs sociaux et les personnes accompagnées, de l'autre côté la méthode de production de connaissances et d'action fondée sur l'articulation des savoirs scientifiques, professionnels et expérientiels, et pensée comme levier central de transformation du travail social.

Dans une perspective convergente, mais davantage située du côté de la fabrique de l'action publique, l'article de Marjorie Lelubre analyse les liens entre la participation des publics vulnérables à la production de connaissances et les processus contemporains de construction des politiques publiques. Ce faisant il interroge la capacité de la recherche participative à intégrer, et au-delà à dépasser l'injonction participative, pour devenir un véritable levier de redistribution des rapports de pouvoir dans l'action publique, en soulignant à la fois son potentiel (et son fondement) en termes de justice épistémique et les limites structurelles qui en contraignent la portée.

Mais si les travailleurs sociaux sont incités à tester des approches de démocratie ou de recherche plus participative, comment prendre en compte cette dimension au niveau de leur formation ? C'est le programme que se donne Emmanuel Jovelin quand il pose les jalons des nouvelles compétences de la formation continue en travail social. Pour lui, « l'acteur de politiques sociales n'est plus seulement un exécutant mais un initiateur de changement collectif, capable d'anticiper les mutations sociales et d'exercer une fonction de médiateur et de facilitateur au sein des organisations territoriales ». En conséquence et dans une logique de formation continue, l'enjeu pour la formation consiste alors à viser certaines compétences spécifiques, comme la capacité à diagnostiquer des situations sociales, à gérer des projets à plusieurs niveaux, ainsi que la capacité à animer des réseaux. Autant de compétences qui s'ajoutent aux acquis de base de la formation initiale en travail social.

Enfin, la troisième partie de ce numéro, « *Postures et pratiques du travail social contemporain : entre adaptation et subversion* », s'attarde sur les marges du travail social, ces espaces où s'inventent d'autres manières d'agir. Alors que la première partie s'attache à une analyse réflexive des transformations de l'État social (Vrancken, Bonvin, Molina) et que la deuxième explore les pratiques de participation et de

coproduction (Rullac, Lelubre, Jovelin), les contributions d'Emilie Duvivier et de David Laloy montrent que ces marges d'initiative, qu'elles soient discrètes, audacieuses ou militantes, constituent des espaces de réinvention du travail social et de redéfinition du politique au quotidien, révélant les tensions et ambivalences qui traversent l'action sociale contemporaine. Ce faisant, cette dernière section adopte une perspective ancrée dans les pratiques situées des intervenants sociaux.

L'article d'Emilie Duvivier interroge « l'utilité » des sciences sociales à partir d'une recherche-action sur les violences en institutions d'hébergement. En donnant à voir les expériences croisées des résidents et des professionnels, son article montre que les violences institutionnelles, plurielles et situées, ne peuvent être appréhendées ni prévenues par de simples protocoles. Leur compréhension et leur prévention supposent un travail de dialogue à différents niveaux d'intervention, au sein desquels la recherche participative prend pleinement place.

L'article de David Laloy propose quant à lui une lecture originale de la (dé-)construction des politiques sociales dans les pratiques des travailleurs sociaux. Il le fait en décrivant comment des pratiques comme le travail social discrétionnaire, le travail social clandestin ou les innovations sociales renvoient à une pluralité de « justifications » et de « registres d'actions » qui ne peuvent pas limiter leur critique à la seule protestation. Reprenant la pensée de Jacques Lagroye (2003), pour qui tout fait social peut être possiblement « politisable », David Laloy montre avec finesse comment « la contribution des travailleurs sociaux et des travailleuses sociales est précieuse pour nourrir ces controverses et faire évoluer les représentations des problèmes sociaux et des réponses collectives à y apporter » – précisément parce qu'ils et elles occupent une « position d'intermédiaire et d'observateur du social ».

Sans prétendre conclure un tel dossier, tant chaque article se justifie par lui-même et porte ses propres réflexions et positionnements (nous laissons le soin au lecteur de repérer les similitudes et les différences entre les différents articles), un dernier article retrace le déroulement et les propos d'une table ronde rassemblant des revues traitant spécifiquement du travail social (*Sociographe* et *Écrire le social*) et des revues qui lui donnent une place importante, sans pour autant s'y limiter (*Pensée plurielle* et *Les Politiques Sociales*).

Avec l'aide de la journaliste Manu Delporte, animatrice de cette séance au cours de la conférence des 90 ans à Louvain-la-Neuve, Bénédicte Wantier (*Écrire le Social*), Emmanuel Jovelin (*Pensée plurielle*), Stéphane Rullac (*Sociographe*) et Catherine Bert (*Les Politiques So-*

ciales) ont échangé sur la manière dont ces quatre revues structurent leur ligne éditoriale, cherchent à capter leurs publics (et la notion de « publics » est hétérogène) et s'organisent au quotidien. Si ces revues « produisent des connaissances », elles participent également à l'organisation de la discipline et de la disciplinarisation du travail social.

Limites et perspectives futures

Bien que ce numéro ne traite pas directement de tous les enjeux émergents du travail social, il ouvre la voie à des perspectives complémentaires, telles que la justice écologique ou les approches décoloniales. Par ailleurs, d'autres approches scientifiques (l'analyse intersectionnelle) et d'autres thématiques professionnelles (la place et l'impact du numérique ou de l'intelligence artificielle dans l'accompagnement social) pourraient venir nourrir encore d'autres perspectives. Gageons que de futurs lecteurs souhaiteront s'emparer de ces sujets pour les proposer dans les prochaines années à la revue !

Pour l'heure, soulignons que la question écologique n'est pas nouvelle dans le travail social, bien que l'urgence climatique actuelle en fasse un enjeu particulièrement saillant. Comme le montrent dans la revue *Intervention* Sue-Ann MacDonald, Érick Rioux, Rosemary Carlton *et al.* (2024), les praticiens reconnaissent la pertinence de la justice écologique, mais les cadres institutionnels et conceptuels limitent encore l'intégration systématique de ces enjeux dans l'intervention professionnelle. D'après eux, réfléchir à une « écosocialisation » du travail social pourrait conduire à repenser la formation, les valeurs professionnelles et les structures d'action, afin d'intégrer les enjeux environnementaux comme partie constitutive de l'action sociale.

De manière complémentaire, la perspective décoloniale offre un horizon pour repenser les savoirs, les pratiques et les rapports de pouvoir en lien avec le travail social et les politiques sociales. Dans cette même revue, le numéro *Le travail social transnational et décolonial [...]*, dirigé par Roxane Caron, Edward Ou Jin Lee et Myriam Richard (2022), illustre par exemple comment ces approches peuvent inspirer l'enseignement, la recherche et l'intervention. L'intégration d'une lecture décoloniale ne consiste alors pas seulement à reconnaître le racisme structurel ou les héritages coloniaux (dans la relation entre institutions et bénéficiaires), ou à aider à lutter contre des politiques discriminantes à l'égard des personnes concernées, mais aussi à valoriser les expériences et savoirs des populations historiquement marginalisées et à questionner les rap-

ports de pouvoir institutionnels, ouvrant ainsi des pistes pour transformer les pratiques et les logiques d'intervention.

Ces perspectives viennent prolonger et enrichir les trois axes explorés dans ce numéro. Elles nourrissent la réflexion sur la philosophie politique du travail social en ouvrant de nouvelles pistes de questionnement sur les valeurs et finalités de l'action; elles approfondissent les pratiques de participation et de coproduction en valorisant les savoirs subalternes et en renforçant le dialogue avec les acteurs; et elles éclairent le renouvellement des postures et pratiques professionnelles, en les adaptant aux enjeux sociaux et environnementaux contemporains – tout en maintenant l'attention à l'égard de l'éthique relationnelle. En s'inscrivant dans la continuité des valeurs historiques du travail social, les contributions rassemblées dans cette livraison marquant les 90 ans de la revue *Les Politiques Sociales* constituent un espace de réflexion critique et ouvert, en dialogue avec les transformations du champ, et offrent des pistes d'analyse pour prolonger et diversifier les débats sur les enjeux du travail social.

Bibliographie

- Alix, J.-S., & Autès, M. (2024). Travail social: enjeux de savoirs, enjeu de démocratie. *Sciences & Actions Sociales*, 22(2), 22-33. <https://doi.org/10.3917/sas.022.0005>
- Artois, P. (2019). 100 ans de professionnalisation du travail social. *Les Politiques Sociales*, 3-4(2), 4-10. <https://doi.org/10.3917/lps.193.0004>
- Artois, P., Moriau, J., & Wagener, M. (2022). Les usages de la recherche collaborative. Des défis et enjeux permanents. *Les Politiques Sociales*, 3-4(3), 4-13. <https://doi.org/10.3917/lps.223.0004>
- Beauduin, M.-A., & Lodewick, P. (2019). La revue Les Politiques Sociales: 80 ans de débats au service de l'Action sociale. *Les Politiques Sociales*, 3-4(2), 88-99. <https://doi-org.sid2nomade-2.grenet.fr/10.3917/lps.193.0088>
- Bonvin, J.-M. (2011). Au-delà de la «précarité» et de son ambivalence: la contribution de l'approche par les capacités. *SociologieS*. <https://doi.org/10.4000/sociologies.3454>
- Caron, R., Lee, E. O. J., & Richard, M. (2022). Présentation. *Intervention*, 155(1). <https://doi.org/10.7202/1089301ar>
- Leleu, M., & Defert, F. (2022). Introduction. Le Développement du Pouvoir d'Agir des Personnes et des Collectivités, une pratique professionnelle

innovante. *Les Politiques Sociales*, 1-2(1), 8-14. <https://doi.org/10.3917/lps.221.0008>

Léonard, D. (2023). Enjeux et perspectives pour le travail social. *Les Politiques Sociales*, 1-2(1), 4-13. <https://doi.org/10.3917/lps.231.0004>

MacDonald, S.-A., Rioux, É., Carlton, R., Dominelli, L., & Khoury, E. (2024). Repenser le travail social au Québec : comment intégrer les préoccupations environnementales dans la pratique? *Intervention*, 159, 23-36. <https://doi.org/10.7202/1111610ar>

Vrancken, D. (2010). Corps souffrants, corps parlants dans le nouvel ordre protectionnel. *Le sujet dans la cité*, 1(1), 50-58. <https://doi.org/10.3917/lslc.001.0050>